

Le cadrage préalable

Le cadrage préalable est avant tout un outil d'accompagnement de la collectivité et d'échange avec l'autorité environnementale. A tout moment de la démarche, la collectivité reste entièrement responsable de l'élaboration de son plan ou schéma.

1. Quelques repères

2. Un cadrage : pour quoi faire ?

- Pour mieux comprendre...
- Pour instaurer le dialogue...
- Pour accompagner...
- Pour sécuriser...

3. Caractéristique du cadrage

4. Positionnement du cadrage dans l'intervention des services de l'Etat



● Quelques repères : d'où vient la notion de "cadrage" pour les documents d'urbanisme ?

La directive européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement introduit la possibilité de consulter l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement "lorsqu'il faut décider de l'ampleur et du degré de précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir".

Cette possibilité a été transposée dans le code de l'urbanisme, au deuxième alinéa de l'article L. 121-12, de la façon suivante "L'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement est consultée en tant que de besoin sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport environnemental".

C'est la réponse à cette consultation qui est communément appelée "scoping", "cadrage", "cadrage préalable", ou encore, "avis de cadrage préalable".

La circulaire du 12 avril 2006 relative à l'évaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement apporte des précisions sur les cadrages préalables (contenu, articulation avec les autres étapes d'intervention de l'autorité environnementale,...).

Un cadrage : pour quoi faire ?

● **Pour mieux comprendre** les attendus réglementaires et les objectifs de la démarche d'évaluation environnementale.

● **Pour instaurer le dialogue** entre la collectivité et l'autorité environnementale : le cadrage préalable constitue en général le premier temps formalisé avec l'autorité environnementale. Il est à considérer comme un support commun pour la suite du dialogue entre la collectivité et l'autorité environnementale.

● **Pour accompagner** la définition d'un degré de précision dans l'analyse qui soit appropriée au projet et au territoire. Le cadrage préalable pourra notamment porter

sur les points suivants : enjeux identifiés sur le territoire, thèmes à approfondir, degré de précision des études nécessaires, secteurs à enjeux nécessitant une analyse détaillée, validation de la pertinence de premiers éléments de travail, accompagnement pour aborder la phase de questionnement évaluatif,...

● **Pour sécuriser** l'élaboration du document d'urbanisme : solliciter un cadrage préalable et en tenir compte, c'est aussi réduire les risques de générer un avis de l'autorité environnementale qui soulèverait des problèmes majeurs, limiter les risques de contentieux et donc sécuriser juridiquement la procédure

C aractéristiques du cadrage

qui La collectivité, maître d'ouvrage, effectue la demande de cadrage préalable auprès du Préfet de département (PLU, SCoT) ou Préfet de région (carte communale), autorité environnementale. Pour plus de rapidité, une copie de cette demande peut être directement adressée au service régional de l'environnement, soit la DREAL.

Le cadrage apporté en réponse par l'autorité environnementale à la collectivité s'adresse aussi bien aux élus, responsables du document d'urbanisme et de son élaboration, qu'au(x) prestataire(s) responsable(s) de l'accompagnement de la collectivité et en charge des études.

comment L'autorité environnementale n'est pas tenue de respecter un délai. Une réponse rapide contribue néanmoins à l'efficacité du cadrage préalable. Cette réponse est préparée par la DREAL, en liaison avec les services de l'Etat compétents.

quoi Le cadrage n'est ni un porter à connaissance, ni un "avis" formel. Son contenu ne fait pas à ce jour l'objet de préconisation quant à sa forme. Si une certaine liberté de réponse est donc possible, les cadrages ont globalement vocation à contenir les éléments suivants : explicitation des attendus réglementaires liés à l'évaluation environnementale (notamment méthodologie), informations attendues du rapport de présentation (degré de précision), enjeux recensés sur le territoire et leur hiérarchisation... Ce contenu a vocation à évoluer en fonction du cadre réglementaire et des retours d'expérience.

pourquoi L'initiative de la demande d'un cadrage revient à la collectivité, lorsque celle-ci en ressent le besoin. Les raisons les plus courantes pour solliciter un cadrage préalable sont les suivantes : interrogations sur le contenu attendu de l'évaluation environnementale et de sa traduction au travers du rapport de présentation, calibrage des études nécessaires, volonté de validation des premiers éléments de travail, volonté de sécurisation juridique de la démarche,...

quand Le code de l'urbanisme prévoit que l'autorité environnementale est consultée "en tant que de besoin". La collectivité peut théoriquement effectuer une demande de cadrage préalable à tout moment de l'élaboration de son document d'urbanisme. Pour une plus grande efficacité, il est toutefois recommandé de solliciter un cadrage en amont de la démarche, par exemple lors de la finalisation de l'état initial, la formulation des enjeux environnementaux et les premières réflexions sur les objectifs. En fonction du contexte, un premier contact peut être établi auparavant avec la DREAL. Cette sollicitation peut utilement s'effectuer sur la base de premiers éléments de projet transmis par le maître d'ouvrage

P ositionnement du cadrage dans l'intervention des services de l'Etat

c a d r a g e



et porter à connaissance

Lorsque la consultation de l'autorité environnementale est réalisée très en amont, la production d'un cadrage préalable peut intervenir concomitamment au porter à connaissance (PAC). Ces deux pièces ont néanmoins des objectifs et des rôles bien distincts et complémentaires.

Le porter à connaissance vise à la fois à rappeler et expliciter les réglementations et servitudes s'appliquant au territoire concerné, mais également à préciser les éléments de connaissance dont disposent les différents services de l'Etat, en lien avec la mise en œuvre des politiques publiques. Il porte sur l'intégralité des domaines par lesquels l'Etat est concerné, dont l'environnement ne constitue qu'une partie.

Le cadrage préalable s'attache, quant à lui, uniquement à l'exercice d'évaluation environnementale. Au-delà des informations et données apportées par le PAC, il formule des éléments de méthode et d'enjeux accompagnant la collectivité dans sa démarche de prise en compte de l'environnement. Il peut notamment intégrer la note d'enjeux des services de l'Etat qui porte sur toutes les politiques publiques qu'il doit porter.

La circulaire du 12 avril 2006 précise que la phase de cadrage préalable "ne doit pas être confondue avec la fonction d'association à l'élaboration d'un document qui peut mobiliser des services de l'Etat à un autre titre". L'environnement et sa prise en compte au travers de l'évaluation environnementale ne seront donc qu'un sujet parmi ceux qui seront abordés lors de l'association des services de l'Etat.

...et avis de l'autorité environnementale et des services de l'Etat

Le cadrage préalable est souvent désigné comme un "avis de cadrage préalable", comme la première phase d'expression de l'autorité environnementale. L'avis de l'autorité environnementale est, quant à lui, un avis obligatoire sur le projet formalisé. L'autorité environnementale s'y exprime sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le document d'urbanisme. Le cadrage préalable prépare la phase d'avis sur projet arrêté en précisant, dès l'amont, à la fois les attendus réglementaires, mais également les enjeux spécifiques au territoire sur lesquels une attention particulière sera attendue de la part de la collectivité et éventuellement des points d'attention suite à la production de premiers éléments de travail. Néanmoins, il ne préjuge en aucun cas du contenu, ni de la conclusion de l'avis de l'autorité environnementale ou de l'avis des services de l'Etat sur le projet arrêté (ou la co-approbation dans le cas des cartes communales).



**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Poitou-Charentes**



15 rue Arthur Ranc - CS 60539
86020 POITIERS cedex
Tél. 33 (0)5 49 55 63 63 - Fax. 33 (0)5 49 55 63 01
www.poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr

Directrice de publication : Marie-Françoise Bazerque

Rédacteur : service connaissance des territoires et évaluation
division de l'environnement et évaluation

Contact : Fabrice Pagnucco

Courriel : diee.scte.dreal-pch@developpement-durable.gouv.fr

Impression en interne